



Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique  
pour le Développement  
Département des Productions Fruitières et Horticoles  
CIRAD-FLHOR

## **COMPTE-RENDU DE MISSION**

**à Sainte-Lucie, Saint-Vincent & les Grenadines et la Dominique**

***H. TEZENAS DU MONTCEL (CIRAD)***  
***F. SAUDUBRAY (CEMAGREF)***

**Mars 2000**



Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique  
pour le Développement  
Département des Productions Fruitières et Horticoles  
CIRAD-FLHOR

## **COMPTE-RENDU DE MISSION**

à Sainte-Lucie, Saint-Vincent & les Grenadines et la Dominique

***H. TEZENAS DU MONTCEL (CIRAD)***  
***F. SAUDUBRAY (CEMAGREF)***

**Mars 2000**

# **COMPTE RENDU DE MISSION A SAINTE LUCIE, SAINT VINCENT ET LES GRENADINES, ET LA DOMINIQUE.**

Février 2000

## **MEMBRES DE LA MISSION :**

A Ste Lucie :	H.Manichon, J.Ganry, H.Tezenas du Montcel (CIRAD) et F.Saudubray (CEMAGREF)
A St Vincent :	J.Ganry, H.Tezenas du Montcel (CIRAD) et F. Saudubray (CEMAGREF)
En Dominique :	H.Tezenas du Montcel et F.Saudubray

## **OBJECTIF DE CETTE MISSION :**

Initier un programme de coopération régionale en matière de bananes et de diversification agricole avec les pays producteurs de bananes de l'O.E.C.S (Organisation des Etats du Sud de la Caraïbe) à partir des Départements Français d'Amérique (DFA) et impliquant tout particulièrement les organismes de recherche positionnés dans les DFA (CIRAD,CEMAGREF,IRD,INRA).

## **DEROULEMENT DE CETTE MISSION :**

On se reportera aux programmes en annexe

## CONTEXTE DE CETTE MISSION :

### **UNE VOLONTE POLITIQUE DE DEVELOPPER UNE COOPERATION REGIONALE DEPUIS LES D.F.A.**

1. Depuis plusieurs années, le **Ministère des Affaires Etrangères, Coopération et Francophonie** développe des programmes de coopération entre la France et différents Etats de l'O.E.C.S. . Un des principaux objectifs de ces divers programmes est de renforcer les liens entre les D.F.A. et les pays de l'O.E.C.S.
2. **Les autorités des D.F.A.** ont fortement exprimé leurs souhaits de développer une coopération régionale depuis les D.F.A.
3. **L'Union Européenne** a, au cours des différents programmes de développement mis en œuvre ces dernières années, pris conscience de :
  - l'existence d'un potentiel technique important dans les D.F.A.
  - l'intérêt de travailler avec des experts proches géographiquement et exerçant dans des conditions écologiques analogues.

### **DES INTERETS CONVERGENTS ENTRE PRODUCTEURS DE BANANES DES D.F.A. ET DES PAYS DE L'O.E.C.S.**

1. Dans le cadre de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) et des nouvelles règles de l'OCMB (Organisation Commune du Marché de la Banane) et du marché unique européen (Single European Market :SEM) , les pays ACP (dont les pays de l'OECS) et les pays européens producteurs de bananes (dont les DFA) ont intérêt à se rapprocher pour défendre une politique commune vis à vis de la banane dite « dollar ».
2. Les niveaux de production de bananes dans les pays européens et ACP doivent être non seulement maintenus mais être augmentés pour rester significatifs en terme de volumes, d'emplois générés et d'importance socio-économique et être défendus au niveau mondial.
3. Les pays de l'O.E.C.S et les DFA ont des avantages comparatifs certains pour produire une banane de qualité respectueuse de l'environnement et différenciable de la banane dollar. L'ouverture des marchés européens à une segmentation de l'offre (banane propre, banane «fair-trade», banane de montagne, banane organique, biologique...) est une occasion à saisir.
4. Les pays de l'OECS et les DFA ont à faire face à des contraintes techniques, environnementales (milieux insulaires, vocation touristique) similaires et à la menace de maladies(maladie des raies noires :MRN ) et ravageurs semblables.
5. Dans les zones de production à fortes contraintes du milieu ,les producteurs de bananes doivent trouver des alternatives à la culture traditionnelle de la banane en diversifiant leurs cultures

6. En Martinique les groupements de producteurs de bananes consultés sont aujourd'hui non seulement favorables à une coopération avec leurs homologues des Windward Islands mais sont prêts à jouer un rôle clef dans cette coopération régionale.

## **UNE PROBLEMATIQUE ET DES CONTRAINTES ANALOGUES EN MATIERE DE DIVERSIFICATION**

1. Face aux problèmes rencontrés au sein de la filière bananes, les D.F.A. et les pays de l'O.E.C.S. se retrouvent confrontés à une même problématique : proposer des alternatives aux agriculteurs peu performants pour la production de banane, que ce soit pour des raisons techniques ou que ce soit pour des raisons écologiques (sols non adaptés, ressources en eau insuffisantes, etc.)
2. Les producteurs des D.F.A et des pays de l'O.E.C.S. sont confrontés aux mêmes contraintes écologiques (pluviométrie, climat, etc.) et à certaines conditions économiques et techniques analogues (marchés limités, compétition forte des produits du marché international ou de métropole, contraintes et barrières phytosanitaires, qualité des produits ...).
3. Une compétition commerciale entre les producteurs des D.F.A. et des pays de l'O.E.C.S, même si elle est encore relativement limitée, risque d'apparaître pour certains produits et constituer un frein à une coopération technique.
4. Dans ce contexte, les producteurs ont intérêt à s'organiser et à coopérer pour :
  - Accéder à différents marchés (l'insuffisance de l'offre est bien souvent un facteur limitant à l'exportation)
  - Orienter les priorités de chaque état ou département en fonction des avantages comparatifs de chacun (productions nécessitant une haute technicité et de fort investissement pour les D.F.A., productions nécessitant une forte main d'œuvre pour les pays de l'O.E.C.S.) dans une logique d'intégration régionale.

## **UN POTENTIEL HUMAIN IMPORTANT DANS LES D.F.A.**

1. Les différentes organisations agricoles (Chambre d'agriculture, Coopératives...) disposent de conseillers expérimentés dont les compétences pourraient être mobilisées.
2. Les groupements de producteurs de bananes en Martinique ont montré leur capacité à relever le défi de la compétitivité et à s'organiser en conséquence.
3. Le CIRAD dispose, au niveau des DFA, d'un potentiel chercheur très important couvrant tous les domaines de compétence notamment sur la filière banane.
4. En Martinique, la création du pôle agronomique permettra de regrouper tous les organismes de recherche présents (CEMAGREF, IRD, INRA et CIRAD) et d'afficher un important potentiel d'expertise.



## **DES FINANCEMENTS POTENTIELS IMPORTANTS ET MULTIPLES**

### **1. Les fonds européens mis à disposition des pays de l'O.E.C.S**

Les principaux fonds européens pour le développement du secteur rural des pays de l'O.E.C.S. sont :

- les fonds Stabex (Union Européenne) depuis 1993,
- les fonds "SFA - special funds for assistance" ou "SSA - special system of assistance" (Commission Européenne) depuis 1999.

Sur les fonds Stabex ont été financés :

- le projet d'«Assistance technique pour la filière banane»;
- des aides aux producteurs sinistrés par le passage du cyclone Debby ( en Dominique);
- des projets d'irrigation ;
- la construction de hangars d'emballage....
- De nombreux autres projets (photographies aériennes, programme de collecte et de traitement des ordures ménagères, etc.)

Les fonds SFA seront répartis sur trois volets principaux :

- la restructuration du secteur bananier qui a donné naissance en 1998 au «Winward Islands Banana Production Recovery Plan » des pays de l'O.E.C.S
- la diversification agricole
- les conséquences économiques et sociales de la restructuration du secteur bananier.

Pour les pays ACP des Caraïbes, les fonds SFA représentent en 1999 une enveloppe de 33,1M d'Euro sur un total de 45M d'Euro attribués à l'ensemble des pays ACP.

Les pays de l'OECS ont reçu respectivement en 1999 :Ste lucie :8,5 M d'Euro, St Vincent et les Grenadines 6,1 M d'Euro, la Dominique : 6,5 M d'Euro, Grenade 0,5M d'Euro.

Pour chaque pays cette enveloppe sera maintenue pendant les 5 ans à venir puis diminuera de 15% par an pour les 5 années suivantes.

En 1999/2000 la répartition des fonds SFA suivant les trois volets cités plus haut s'est faite de la manière suivante :

- Ste Lucie consacrera seulement 33% de ces fonds à la banane
- St Vincent ne consacrera que peu de fonds à la banane ayant déjà beaucoup investi les années précédentes notamment dans son projet d'irrigation de 2000 acres

- La Dominique consacrera 50% de ces fonds à la banane

## **2. Autres fonds accessibles par les pays de l'O.E.C.S.**

En plus de ces fonds mis à disposition par l'Europe pour le développement rural, les pays de l'O.E.C.S. bénéficient d'autres fonds d'appui au développement:

- Les fonds des PIN (Programmes Indicatifs Nationaux) et du PIR (Programme Indicatif Régional) géré par CARIFORUM en Guyana
- Les fonds émanant de la Caribbean Development Bank (CDB)
- Les fonds du PNUD .

## **3. Financements potentiels au niveau des D.F.A.**

Les fonds mobilisables, au niveau des D.F.A., pour ce type de programme sont :

- Le F.I.C.(Fonds de coopération interministériel Caraïbes)
- Les fonds du DOCUP / CPER(Contrat de Plan Etat –Région)
- Les fonds propres des collectivités territoriales (Conseil Régional et Conseil Général)

## L'UNION EUROPEENNE

### 1. L'organisation de l'Union Européenne.

Le siège de la Délégation de l'Union Européenne est à Barbade. Le nouveau Chef de la délégation est M. John Calloghirou.

M. Vos est responsable du développement rural.

L'Union Européenne assure, en plus de ses charges classiques, la coordination du **Banana Donor Group (BDG)** qui réunit l'ensemble des donateurs (E.U, PNUD, CDB, France, Grande Bretagne).

Ce BDG étudie :

- le « Windward Island Action Plan » établi conjointement chaque année par les 4 pays concernés,
- les demandes de financement pour la banane validées au niveau des « Banana Trust » (structures récemment mise en place dans chaque pays),
- l'évolution des progrès effectués par la filière et décide de l'attribution et du déblocage des fonds .

Le Directeur (M. Mac Leod) du « Banana Production Recovery Plan », mis en place depuis 1998, exécute les recommandations des BDG et gère les fonds Stabex et SFA consacrés à la banane et à la diversification.

C'est dans ce contexte que se met en place un groupe qui aura pour rôle d'appuyer l'Union Européenne pour la mise en œuvre des programmes de développement. Cette cellule d'assistance technique régionale sera composée de :

- M.J. Ferguson (expert bananier travaillant dans la région depuis une dizaine d'années) responsable du projet de restructuration de la filière banane et du programme de diversification agricole .
- M.C. Harel, responsable du programme de diversification économique et d'appui au développement du secteur privé .
- Un expert chargé du montage des projets .

### 2. Correspondants de l'Union Européenne dans les pays de l'O.E.C.S.

Au niveau de chacun des pays existe un N.A.O (National Authorizing Officer) qui sert de correspondant national pour le déblocage et la gestion de l'ensemble des fonds de l'Union Européenne.

Ce N.A.O. est assisté d'une unité : l'EDF/PMCU (European Development Funds/Programme Management and Coordination Unit) qui est chargée de la préparation et du suivi des projets.



Les correspondants de l'Union Européenne dans les différents pays sont les suivant :

- A Ste Lucie, M.Vincent Peter (non rencontré) est Directeur de l'EDF/PMCU
- A St Vincent, Mrs. Browne (non rencontrée) est N.A.O. et M.Karl John est Directeur de l'EDF/PMCU
- En Dominique Mrs.Corlius Joseph (non rencontrée) assure les deux fonctions.

### **3. Politique de l'Union Européenne**

#### **En terme d'orientation**

Privatisation (en particulier de la filière banane) et appui aux opérateurs privés sont les maîtres mots de la politique souhaitée par l'Union Européenne.

#### **En terme d'organisation**

L'Union Européenne souhaite la création de **Comités économiques Ad hoc** constitués par pays de représentants d'instances gouvernementales et de représentants du secteur privé et associatifs. Ces Comités orienteraient l'utilisation des fonds de l'U.E mais seraient aussi à même de faire des propositions pour modifier des procédures freinant le développement du secteur privé.

## **L'APPUI DE L'UNION EUROPEENNE A LA FILIERE BANANE**

### **1. Le projet d'assistance technique (1994-1999)**

Ce projet est géré par le cabinet Deloitte and Touche. Ce projet a mobilisé jusqu'à une trentaine d'experts anglo-saxons (14 actuellement sous la responsabilité du Dr. Georges Gray) en poste sur le terrain. Peu d'informations nous ont été données sur les résultats obtenus au cours de ce projet si ce n'est son implication dans la mise en place du programme de certification de la WIBDECO et son implication dans quelques projets d'irrigation qui suscitent toujours des critiques (absence d'études sur les ressources globales en eau avant la mise en place de systèmes d'irrigation, choix du système contestable dans certains endroits...).

Ce projet ne sera pas renouvelé dans sa forme actuelle. Un nouvel appel d'offre devrait être lancé en 2001 par l'U.E pour constituer une nouvelle équipe compétente sur les thèmes suivants :

- privatisation de la filière
- commercialisation (mise en place de nouvelles filières ?)
- crédit aux producteurs, fonds de garantie
- création de fonds de pension
- organisation de la filière et de mécanismes de gestion des fonds.

La résolution des aspects plus techniques, éléments indispensables pour assurer la pérennité de la filière, sera prise en compte par ailleurs.

### **2. Le " Banana Production Recovery Plan" (1999-2008)**

Dans le cadre de ce plan établi annuellement il est mis l'accent en terme d'investissements pour la banane sur :

- L'irrigation
- L'aménagement de systèmes de drainage
- La construction de structures de collecte (centres d'emportage et de palettisation) dans chacun des bassins de production afin de rationaliser le transport de la banane dans les différents ports. Ces structures sont appelées « IRDC » (Inland Reception Depot Collection ?)

Une aide technique est souhaitée pour la banane afin d'augmenter la productivité de la filière et assurer sa pérennité en prenant en compte tous les problèmes allant du matériel végétal (introduction de vitro-plants, de nouvelles variétés) aux prévisions de récolte et à la mise en marché en passant par la résolution des problèmes de fertilité, la mise au point d'itinéraires techniques adaptés, le contrôle généralisé de la cercosporiose, les problèmes de formation et d'organisation des producteurs.

### **3. Autres programmes d'appui à la filière banane**

Les programmes suivants seront aussi maintenus et renforcés :

- Allocation de crédits à court terme aux producteurs,
- Le programme de certification de la banane mis en place par WIBDECO
- Le programme de contrôle qualité exercé par la WIBDECO

Tous nouveaux projets devront être présentés par des «Project Carriers» (le plus souvent un groupement de producteurs) basés dans le pays d'intervention. Les projets devront avoir une approche holistique du problème à résoudre. Ces projets pourront concerner à la fois la filière banane et les filières de diversification.

Les représentants de l'Union Européenne sont conscients des compétences existant dans les DFA (organismes professionnels, groupements de producteurs, CIRAD, Sociétés privés etc.). Ils ont d'ailleurs rencontrés certains opérateurs lors d'une mission de « découverte » organisé en 1997 par le Service de la Coopération Française.

Les compétences de certaines sociétés martiniquaises et françaises ont déjà été utilisées :

- La S.C.I.C,
- Agro-System ,
- Agro-service,
- Farmex

## SAINTE LUCIE

### **1. Le contexte bananier**

Le contexte bananier à Ste Lucie est aujourd'hui en pleine évolution.

La filière banane des pays de l'OECS (cf. schéma d'organisation actuelle en annexe) était organisée autour d'une seule société (WIBDECO) contrôlée à 50% par les gouvernements des Etats de Ste Lucie, St Vincent, Dominique et Grenade et à 50% par les producteurs de bananes de ces Etats.

A Sainte Lucie, la WIBDECO a longtemps commercialisé l'ensemble des productions de bananes produites par une seule association de producteurs : la SLBGA (Ste Lucie Banana Growers' association).

Aujourd'hui, sous la pression successive de dissensions internes, d'intérêts financiers, de la volonté gouvernementale et de celle de bailleurs de fonds (U.E), les producteurs se sont organisés en 3 groupements (SLBC, TQFC, ACTCO) qui sont libres de passer des contrats de commercialisation avec n'importe quelle société privée.

Le contrat entre la SLBC et WIBDECO est arrivé à échéance le 6 février 2000. La SLBC a accepté de le renouveler pour 1 mois mais cherche à établir des contacts avec d'autres sociétés de commercialisation voire devenir elle même une société de commercialisation.

Bien entendu, aux aspects commercialisation est lié le problème du transport assuré pour l'instant par une seule Cie : La GEEST LINE appartenant pour 50% à la WIBDECO (les 50% restants du capital appartenant à la FYFFES) mais de nouveaux opérateurs auraient été contactés : MAERKS et CGM.

Chaque groupement de producteurs a sa propre stratégie commerciale et d'appui aux producteurs.

Les groupements de producteurs sont en général endettés et ont des difficultés à faire face à leurs engagements commerciaux et aux exigences financières de leurs adhérents.

WIBDECO a développé un programme de certification (Qualité). Ce programme doit être suivi par les producteurs individuels et les groupements qui ont signé un contrat de commercialisation avec elle. C'est elle qui certifie ou pas les exploitations.

Elle est pour l'instant en situation de monopole, aucune autre filière commerciale n'étant pour l'instant en place.

Elle continue d'assurer un certain nombre d'analyses et d'enquêtes : sols, identification de maladies et ravageurs, appui à la lutte contre la cercosporiose à l'ensemble de la profession.

Son rôle dans la recherche et l'appui technique aux planteurs est réduit au minimum. Rappelons que c'est le CARDI (Caribbean Agricultural Research and Development Institute), organisme en difficulté, qui est en charge de la Recherche dans les Windward Islands.



## 2. La production bananière à Ste Lucie

Les volumes de production (65.000 / 70.000 T) sont aujourd'hui les plus bas depuis ces dix dernières années (137.000T en 1992) et ne cessent de baisser depuis 1994/1995.

La production est entre les mains de 3000 producteurs dont certains indépendants mais dont la plupart font partie d'un groupement.

3 groupements privés existent actuellement à Ste Lucie : le SLBC représentant 69% des producteurs ; le TQFC en représentant 20% et ACTCO représentant les 11% restants.

Au sein d'une même zone bananière cohabitent des producteurs appartenant à ces différents groupements.

La superficie moyenne d'une exploitation étant de 5 acres ( 2,5 ha), il n'est pas rare de voir se côtoyer sur un même périmètre une exploitation bien tenue et une exploitation en cours d'abandon .

Pour TQFC, les grandes exploitations (4% du total) produisent plus de 245 cartons/semaine (1 seule exploitation exporte plus de 1000 cartons /semaine), les moyennes (73%) produisent de 50 à 245 cartons/semaine, les petites (23%) produisent 50 cartons/semaines ( soit  $50 \times 18,5 \text{ kg} = 925 \text{ Kg}$  exportés/semaine).

Les rendements moyens sont de l'ordre de 7 à 8 T/acre soit de 15 à 18 T/ha.

Les meilleurs producteurs sont certifiés dans le cadre d'un programme mis au point par la WIBDECO visant au respect de certaines pratiques culturales de base (gainage, soin au régime, stade de récolte, contrôle cercosporiose, ..... ) et à certaines considérations sociales et environnementales. Leur production étant certifiée, les producteurs bénéficient d'une prime de 10 cents (2,65 E.C dollar=1 US dollar) par livre

(1 livre=0,454kg) de banane exportée.

Un contrôle qualité est effectué au départ et à l'arrivée des fruits en Grande Bretagne et des classes de qualité sont fixées en fonction des scores obtenus :

- Super Premium >90% (extra),
- Premium : >85% (Cat 1 ),
- Non Premium 70% < NP < 85% (cat 2)

En croisant la certification et la qualité on arrive à un classement en 5 catégories différentes permettant de valoriser les productions de qualité.

Compte tenu des exigences de qualité de plus en plus contraignantes, les déchets à la plantation (dépattage au champ) et à l'emballage sont de plus en plus importants (de l'ordre de 20% à 30%)

La taille des fruits ne rentre pas en jeu, les petits fruits étant même recherchés sur le marché anglais.

Le conditionnement en « cluster » par rapport à un conditionnement traditionnel en mains est l'objet d'une prime à l'achat.



Exemple de prix pour une semaine donnée :

Premium : 38cents/lb (prix dit de base), Certified Premium : 48 cents, Cluster bag of Certified Premium : 55 cents, Non Premium : 23 cents/lb

En 1999 la banane a été vendue en moyenne (par TQFC) 60,93 cents/lb, payée aux producteurs 54 cents (90% du prix de vente) plus une prime de 3 cents/lb.

Les 10% retenus par TQFC servent à couvrir les frais de contrôle des maladies et ravageurs , le contrôle de la cercosporiose, les frais d'emballage et de transport et bien sûr les frais d'administration du groupement.

### **3. Les Demandes d'appui technique exprimées**

**Par le Ministère de l'Agriculture :**

- Organisation d'un service de contrôle de la cercosporiose pour l'ensemble de la profession
- Organisation d'un service d'appui technique aux agriculteurs
- Gestion des ressources en eau et du sol
- Mise en place de systèmes d'irrigation
- Amélioration des pratiques culturales pour une augmentation de la productivité
- les problèmes de matériel végétal (sélection, variants, CIV)
- La production de bananes « organiques » et « biologiques »
- La diversification agricole, les aspects transformations des produits, l'élevage des petits ruminants

**Par les groupements de producteurs de bananes**

- TQFC :
  - Organisation d'un service technique
  - Des enquêtes diagnostiques (sol) pour établir des plans de fumure par zone et par exploitation
  - Un SIG pour connaître les surfaces des exploitations
- SLBC :
  - Etudes et réalisation de projets permettant des gains de productivité
  - Résolution des problèmes d'irrigation et de drainage
  - Problèmes de la qualité des fruits
  - Avoir accès aux résultats de recherches du CIRAD (Info/doc ;transfert direct de technologies, échanges d'expériences)
  - Faire des expérimentations :essais de produits(pesticides, gaines, huiles..)

## ST VINCENT

### **1. Le contexte bananier**

A St Vincent peu de changements ont eu lieu dans l'organisation de la filière banane. C'est probablement dans ce pays que les efforts de modernisation ont été les plus importants et les plus efficaces ces dernières années avec le maintien voire une augmentation des volumes de production.

Un seul groupement de producteurs existe : la St Vincent Banana Growers Association (SVBGA) qui représente 4000 producteurs actifs et environ 7000 acres de bananes pour une production estimée de 45000T.

La SVBGA commercialise l'ensemble de ses bananes par l'intermédiaire de la WIBDECO et n'a pas l'intention de se scinder du fait de la nécessité de représenter des volumes suffisants pour garder la capacité d'exporter et de bénéficier d'une escale bateau.

Un vaste projet d'irrigation (2000acres) est en phase de réalisation. Ce projet a été appuyé par la coopération française. L'entreprise FARMEX de Montpellier est impliquée dans ce projet.

D'ores et déjà il est considéré que les rendements ont doublé sur les parcelles irriguées.

Si la filière banane a été privilégiée à la fin des années 90, il semble que pour les années futures hormis les investissements prévus pour l'irrigation et un IRDC (voir plus haut), la construction d'infrastructures routières et touristique sera une priorité.

Les autorités rencontrées ont cependant toutes insisté sur l'importance de la banane dans l'économie de St Vincent comme culture pivot et sur son rôle social et économique pour les producteurs mais aussi sur la diversification nécessaire dans certaines zones inaptes à une production bananière durable et de qualité.

La superficie moyenne des exploitations qui là aussi est de 5 acres a été jugée trop importante pour un seul producteur pour produire un fruit de qualité aussi les recommandations sont de ne garder que 3 acres intensifiés pour la banane et de consacrer les 2 acres restants à la diversification.

**Les premières productions citées pour la diversification sont les fruits : fruits de la passion, ananas, caramboles, pomme d'eau. La production de légumes sous serre est aussi mentionnée ainsi que les aspects transformation.**

**La demande du marché local (dont la demande des grands hôtels touristiques) n'est toujours pas couverte en fruits et légumes malgré l'installation de plus de 50 serres ou tunnels consacrés à cette production .**

Dans le domaine de la diversification sont mentionnés les problèmes de volume de production, de la régularité des approvisionnements et celui de la qualité .L'organisation générale de ces filières est entièrement à réaliser .

## **2. Les demandes exprimées pour la banane**

### **Par le Ministère et le groupement de producteurs**

**Une tradition de coopération existe avec la Martinique, celle ci est reconnue et nos interlocuteurs souhaitent la voir se perpétuer.**

Les thème de coopération souhaités sont les suivants :

- la gestion technique des exploitations
- L'irrigation (au goutte à goutte, principalement)
- La production de vitroplants ; les problèmes de variants et de CMV
- La gestion des populations (oeilletonnage....)
- le contrôle des maladies et ravageurs et de l'enherbement (commelina)
- Le matériel végétal
- Les haies de brise-vent
- Les problèmes de formation en général et de la formation des formateurs « extension officer »
- Les productions de bananes organiques et biologiques.

Les autres demandes :

Une demande forte dans le domaine de la diversification agricole portant notamment sur les fruits et cultures maraîchères  
enfin une demande d'expertise dans le domaine de la gestion des parcs marins est citée.

**Une demande conjointe de coopération rédigée par le Ministère et le groupement de producteurs sera envoyée au Cirad en Martinique.**

## DOMINIQUE

### **1. Le Contexte bananier**

Comme à St Vincent, celui ci a peu évolué : présence d'un seul groupement de producteurs la : Dominica Banana Marketing Corporation ou DBMC qui a renouvelé ses accords commerciaux avec la WIBDECO.

Un nouveau président (« Chairman ») de la DBMC vient d'être élu ; il s'agit du Dr T. Bernard Yankey déjà président de la Chambre d'Industry et de Commerce.

L'évolution de la filière banane à Ste Lucie est regardée avec beaucoup de circonspection.

Ici aussi tous nos interlocuteurs nous ont confirmé le rôle essentiel de la banane dans l'économie du pays.

En 1999 la production totale était de 27.3000T (il est considéré que le volume de production optimale devrait se situer autour de 55.000T) pour une superficie de 6600 acres soit un rendement moyen de 4 à 5 T/acre alors qu'il devrait être de 12t/acre suivant notre interlocuteur.

La DBMC représente 2562 planteurs.

Les superficies plantées en bananes (-1840 acres en 99) et le nombre d'exploitants (-500 en 99) sont en diminution depuis plusieurs années ! !

Le principal problème évoqué est le **manque de productivité** de la filière dans son ensemble d'où un problème de motivation des exploitants auquel vient se rajouter un problème d'absence de main d'œuvre.

De nombreux projets sont cependant en cours de réalisation sur la filière :

- Un projet pilote d'irrigation/drainage géré par la FAO
- Un projet d'assistance technique à la profession exécuté par la FAO de 25 Millions de Dollars !
- Sur les fonds européens, un projet d'irrigation sur 800 acres est en phase de réalisation comme à St Vincent et la construction de 4 IRDC est prévue ainsi que des crédits aux planteurs.

Dans le domaine de la diversification, il est cité la **production de plantains** pour les consommations locales comme à St Vincent mais aussi pour l'exportation, la demande forte en ananas dont les prix sont très rémunérateurs, l'igname, l'avocatier, les agrumes, le dasheen, l'élevage.

Les marchés de la GRANDE BRETAGNE, BARBADE, ANTIGUA et des DFA sont considérés comme demandeurs.



## 2. Les demandes exprimées pour la banane

Par le Ministère et le groupement de producteurs (son nouveau président)

M.Peltier Directeur de l'Agriculture au Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement et président du Banana Trust de Dominique nous informe de l'existence d'un accord cadre signé entre le Gouvernement Dominicain (la NDC :National Development Corporation) et le Conseil régional de Martinique dans le domaine de l'agriculture.

Les principaux thème de coopération envisagés sont :

- L'irrigation et le drainage
- Le système de prévision de récolte
- L'augmentation de la productivité
- La mise en place d'un réseau de stations climatiques pour les prévisions de récolte et éventuellement le contrôle des cercosporioses
- La gestion technique des exploitations
- Les problèmes de la gestion des réserves en eau en liaison avec les programmes d'irrigation

Il est à noter qu'en Dominique le contrôle des cercosporioses n'est pas considéré comme prioritaire.

Le président de la DBMC devrait confirmer par un courrier les thèmes d'une coopération possible.

Les demandes exprimées pour la Diversification agricole

Ici aussi l'enjeu de la diversification agricole fait l'objet de débats. **Les plantains**, les cultures amylacées et le petit élevage sont le plus souvent cités.



## CONCLUSION

Cette mission exploratoire a été très bien perçue par les différents responsables rencontrés (représentants des Gouvernements, représentant des groupements de producteurs de bananes, etc.).

Toutes les personnes rencontrées ont exprimé une volonté nette de renforcer les liens avec les différents opérateurs des filières agricoles et notamment bananière dans les DFA et en Martinique du fait d'une tradition de coopération existante et de la proximité géographique.

Dans un tel contexte, propice à la mise en place d'actions de coopération à partir des DFA, tous les responsables politiques et financiers rencontrés (Ministres, EDF/PMCU, Union Européenne) ont bien accueilli l'idée de développer un programme de coopération avec des co-financements.

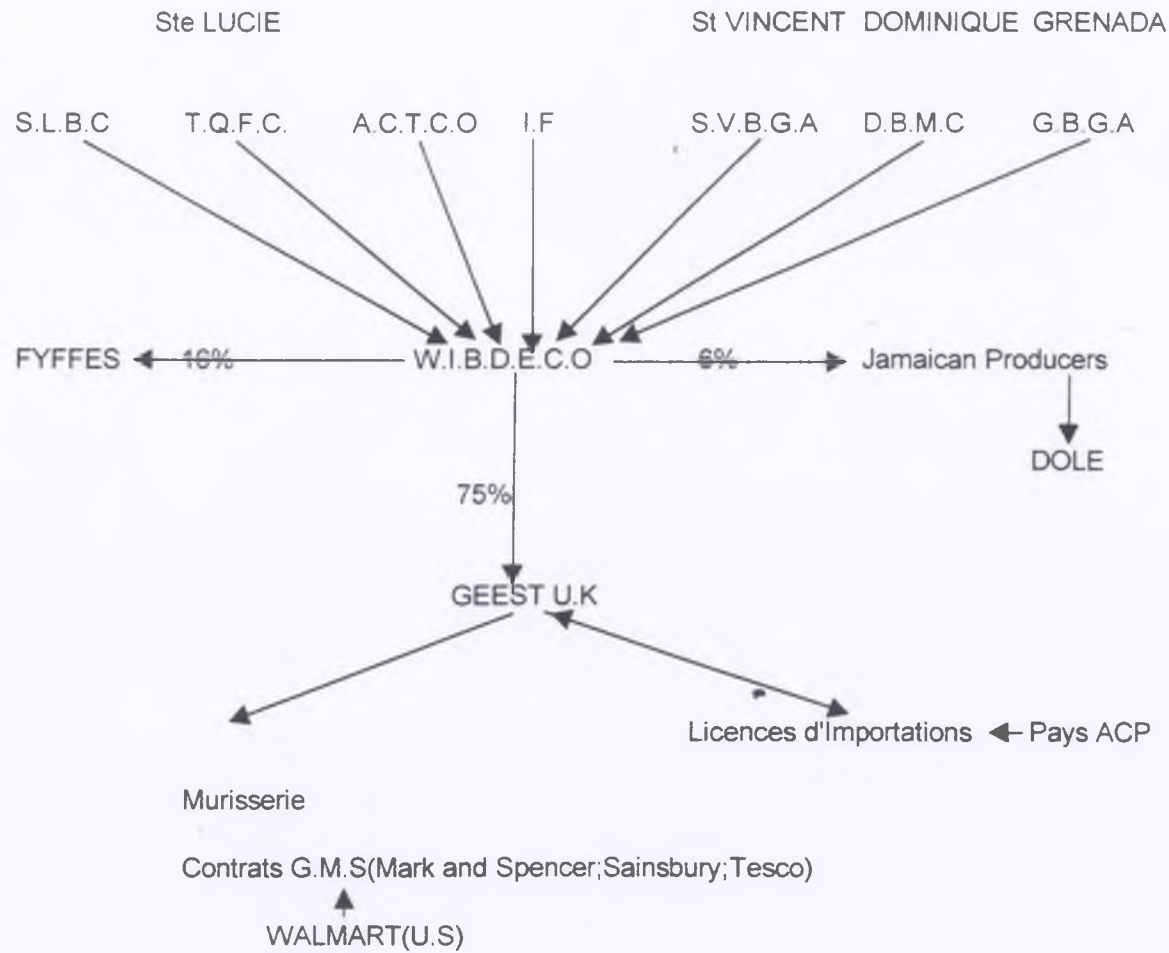
L'approbation de tous les acteurs concernés dans les DFA (professionnels, politiques, représentant de l'Etat) est maintenant recherchée. Une note d'intention pour un projet de coopération régionale dans le domaine de la banane et de la diversification agricole est envoyée à toutes les personnes concernées.

Il est envisagé une réunion de restitution de cette mission à deux niveaux :

- Avec les représentants du S.C.A.C. de l'Ambassade de France à Sainte Lucie et les représentants de l'Union Européenne (Mars-Avril 2000),
- Avec des représentants de tous les organismes concernés (professionnels, politiques, etc.) des Etats de l'O.E.C.S. et des D.F.A. (Mai 2000).

A l'issue de ces consultations, un projet détaillé de coopération pourra être finalisé en vue d'une soumission aux différents bailleurs de fonds potentiels (Septembre / Octobre 2000).

ORGANISATION FILIERE BANANE  
dans les  
Pays de l'O.E.C.S



I.F :Individual Farmers

## Trusts for the Banana Industries of the Windward Islands 2000

### Dominica Trust

1. Mr. Joseph Peltier *Chairman*
2. Mr. Luke Prevost
3. Mr. Trelford Douglas
4. Mr. Emile Thomas
5. Mr. Patrick Pemberton
6. Miss Corliss Alvina Joseph
7. Ms. Patricia Inglis

### St Lucia Trust

1. Mr Brian Louisi *Chairman*
2. Mr Wilfred Pierre
3. Mr Phillip Dalsou
4. Mr Julius Polius
5. Mr Tony Smith -
6. Mr Peter Serieux -
7. Mr Betram Clarke

8. Mr. Edwin Vos

8. Mr. Edwin Vos

P.R.P Manager  
P.R.P. Credit Manager

8. Mr. Edwin Vos

8. Mr. Edwin Vos

### St Vincent Trust

1. Mr. Maurice Edwards
2. Mr. Digby Ambris
3. Mr. Henry Keizer
4. Mr. Alston Porter
5. Ms. Laura Anthony Brown
6. Mr Simeon Greene
7. Mr. Leroy Rose

### Grenada Trust

1. Mr. Jeffrey Augustine
2. Mr. Dudley Andrews
3. Mr. Raphael Braithwaite
4. Mr. Michael Church
5. Mr. Desmond John
6. Mr. Claudius Pierre
7. Mrs. Beryl Isaacs

**Programme of CIRAD/CEMAGREF mission  
In the OECS countries**

**Sta LUCIA**

**Monday the 7<sup>th</sup> of february 2000**

8.00A.M :Arrival at St Lucia

9.00A.M : French Embassy

Ambassador : Mr. Philippe Garnier  
Chief of the S.C.A.C :Mr. Flesch  
Regional Coordinator :Mr. Nicaise

10.30 A.M :Tropical Quality Fruit Company (TQFC)

General manager : Mr Peter Serieux  
Operation manager : Mr. Cutbert Joseph

2.00 P.M : WIBDECO

Director of Technical services :Dr Errol Reid  
Crops protection and productivity Officer :Dr. J.H Fagan  
Agronomy Officer :Mrs Louvette Louisy

**Tuesday the 8<sup>th</sup> of february**

9.00 A.M :Ministry of Agriculture Land Fisheries& Environnment

Minister :Mr Cassius Elias  
Permanent secretary :Mr James Fletcher  
Chief Agriculture officer : Mrs Rufina Paul  
Parliamentary secretary : Mr Anthony Torrence

10.30 A.M :European Delegation :

Mr C.Harel, Mr J.Ferguson,

3.00 P.M :Banana Recovery Plan :

Production Programme Manager :Mr.A.Mac Leod  
Experts(Deloittes) of the U.E Banana project : Mr G Gray, Ph.Cooper

4.00 P.M :St Lucia Banana Corporation(S.L.B.C)

General manager : Mr Tony Smith  
Operation manager : Mr.Keith Gajadhar  
Field operation manager :Mr Roserie

6.00 P.M : Departure to St Vincent and the Grenadines

**St Vincent and the Grenadines**

**Wednesday the 9<sup>th</sup> of february**

8.30 A.M :French S.C.A.C. representatives :

Mrs I.Ouillon and Mr. N.Riant(CSN)

9.00 A.M :Ministry of Agriculture

Minister :Mr Jeremiah Scott

Permanent secretary :Mr Simeon Greene

Chief agricultural Officer :Mr Philmore Isaac

Deputy Chief Agricultural Officer : Mr Reuben Robertson

11.30 A.M :EDF/PCMU

Mr Karl John(PCMU) and Mr J.Townend(expert)

2.00 P.M :St Vincent Banana Growers' Association(SVBGA)

General manager :Mr Henry Keiser

Operation manager :Mr Ashley Cayne



Programme of C.I.R.A.D/C.E.M.A.G.R.E.F mission  
In the O.E.C.S countries

DOMINICA

Wednesday the 23th of february 20000

8.50 A.M : Arrival at Roseau

9.00 A.M :French Cooperation Office

-Mr.Ph. Dardel

10.00 A.M :Ministry of Plan ;Agriculture & Environment

-Minister :Mr.Atherton Martin

-Permanent secretary :Mr.Eliud Williams

-Chief Agricultural Officer in charge of the  
Dominica Banana trust:Mr.Joey Peltier

11.00 A.M : EDF/PCMU

-N.A.O/Director : Miss Corlis Josephs

-Technical Adviser : Dr Robinson

2. P.M :Dominica Banana Marketing Corporation

-Chairman :Mr.T.Bernard Yankey

-General manager : Mr.Gregory Shillingford

-DBMC Board member :Mr.Scribner Bazil

5.30 P.M :Departure to Martinica